



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 17/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INVIVO

UNION INVIVO
83 Avenue de la grande Armée
75016 Paris

Références : 0006700574_2025_04_11_INVIVO_AN25_Points-chauds
Code AIOT : 0006700574

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2025 dans l'établissement INVIVO implanté Zone Portuaire BP 37 68490 Ottmarsheim. L'inspection a été annoncée le 21/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'Action Nationale 2025 "Travaux par points chauds". Cette action vise à prévenir les risques de feu et d'explosion dans les installations où ce risque est important.

La visite porte notamment sur les mesures de prévention mises en œuvre accompagnant les travaux, et en particulier dans le cadre de la délivrance des permis d'intervention.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INVIVO
- Zone Portuaire BP 37 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006700574
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société INVIVO exploite des silos de stockage de céréales sur la commune d'Ottmarsheim.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2025 «Travaux et points chauds»
- Référentiels utilisés :
 - arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
 - arrêté préfectoral n°2014035-0012 du 4 février 2014 portant prescriptions complémentaires à la société INVIVO

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Connaissance des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
3	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois
4	Travaux	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 11	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Maîtrise de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités, notamment :

- **Point de contrôle n°1** : absence de plan localisant les zones à risque d'incendie ou d'explosion,
- **Point de contrôle n°3** : incomplétude des consignes spécifiques à l'entrée des zones à risque d'incendie ou d'explosion,
- **Point de contrôle n°4** : incomplétude du permis de feu.

S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade (demande d'action corrective).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Connaissance des risques et des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.[...]
Constats : Dans le cadre de ce contrôle l'exploitant a transmis par courriel, en amont de l'inspection, l'étude de dangers (EDD) du site de Ottmarsheim dont la dernière mise à jour date de 2014 ainsi que son document relatif à la protection des travailleurs contre les explosions (DRPCE) dans sa version du 17 août 2015. Lors du contrôle en salle, l'exploitant a précisé qu'aucune modification n'a été apportée au site depuis ces dates de mise à jour respectives. Après analyse par l'Inspection des documents transmis, il a été constaté que les zones à risque d'incendie ou liées à la présence d'atmosphères explosives sous forme de nuages de poussières combustibles (ATEX) ont été identifiées par l'exploitant. Néanmoins, après échange avec l'exploitant il a été constaté qu'aucune de ces zones n'a été reporté sur un plan de zonage comme l'exige la réglementation. Au regard de ce dernier constat, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Au vu des éléments présents dans l'étude de dangers et le DRPCE du site, il appartient à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• de reporter sur un plan (systématiquement tenu à jour) toutes les zones dangereuses identifiées, avec la nature du risque associée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Maîtrise de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation et de sécurité
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel.[...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;[...] <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;[...]
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle réalisé en salle, l'exploitant a précisé que le poste d'accueil, situé à l'entrée du site, constitue un point de passage obligatoire pour toute personne accédant aux installations. Il a également souligné que les intervenants extérieurs sont tenus de signer un registre de présence et de recevoir une information préalable sur les risques avant d'être autorisés à pénétrer dans les locaux.</p> <p>Au cours de la visite sur le terrain, l'Inspection a pu constater que le poste d'accueil est équipé de plusieurs panneaux d'affichage regroupant un ensemble de consignes de sécurité. Ces informations, relatives aux risques spécifiques aux installations, sont clairement visibles et permettent une sensibilisation efficace des personnels, tant internes qu'externes.</p> <p>La complétude des consignes d'exploitation et de sécurité présents sur ces affichages n'appelle pas de remarques particulières de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle sur site par échantillonnage, visant à vérifier le respect des prescriptions relatives à la signalisation aux entrées des zones à risque incendie et d'atmosphère explosive (en référence aux zones de dangers identifiées dans l'étude de dangers et le document relatif à la protection des travailleurs contre les explosions de l'exploitant) a permis à l'Inspection de constater les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Zones à risque d'incendie</u> <ul style="list-style-type: none"> ◦ La station de distribution de gazole non routier, utilisée pour l'alimentation des chargeuses déchargeant les céréales venant par voie ferroviaire, l'entrée de cette zone ne comporte aucun affichage signalant la nature du risque et les consignes de sécurité incendie associées.

- Les séchoirs « 1 et 2 », alimentés au gaz naturel et situés près des fosses de réception des céréales « 1, 2 et 3 », ces équipements ne disposent pas non plus de signalisation indiquant la nature du risque ainsi que les consignes de sécurité incendie correspondantes.
- Zones à risque d'explosion (ATEX)
 - Les fosses de réception « 1, 2 et 3 » du « silo 4 », il a été constaté que l'entrée de ces zones comporte bien les consignes d'interdiction de fumée ainsi que l'interdiction d'introduire une flamme nue.
Toutefois, au regard des exigences prévues par l'article 59 de l'arrêté susvisé (prescription contrôlée au point de contrôle précédent), d'autres consignes de sécurité essentielles à la prévention des risques ne sont pas affichées, notamment le rappel du risque ATEX ainsi que l'obligation d'obtenir un permis de feu pour toute intervention impliquant une flamme ou un point chaud.
 - La fosse de réception « 4 - fosse de réception train », il a été constaté que l'entrée de cette zone comporte bien le rappel du risque d'explosion, l'interdiction d'introduire une flamme nue ainsi que l'interdiction de fumer.
Toutefois, au regard des exigences prévues par l'article 59 de l'arrêté susvisé (prescription contrôlée au point de contrôle précédent), la consigne relative à l'obligation d'obtenir un permis de feu pour toute intervention impliquant une flamme ou un point chaud n'est pas affichée.

Au regard des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 11

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu

Prescription contrôlée :

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.[...]

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.),
- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.

<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle en salle, l'exploitant a indiqué que, préalablement à toute intervention (travaux ou opérations de maintenance) susceptible de générer des points chauds, un permis de feu est systématiquement établi et signé par le directeur ou le responsable maintenance et sécurité du site.</p> <p>Afin de répondre aux dispositions de la prescription contrôlée, les trois derniers permis de feu signés par l'exploitant, datés respectivement du 1er octobre 2024, du 22 janvier et du 10 février 2025 ont été mis à disposition de l'Inspection.</p> <p>Après échange avec l'exploitant, il a été constaté que ces permis avaient été délivrés à une entreprise extérieure ainsi qu'au service de maintenance interne, en vue d'interventions générant des sources potentielles d'inflammation (telles que des opérations de soudage et de meulage) dans des zones à risque « incendie - explosion ».</p> <p>Une analyse conjointe de ces documents avec l'exploitant a permis à l'Inspection de relever l'absence d'un élément requis par la prescription contrôlée, à savoir la mention explicite du type de matériel autorisé pour les interventions concernées.</p> <p>Les autres éléments requis par la prescription n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.</p> <p>Au vu des éléments précédemment évoqués l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions contrôlées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans le cadre de la réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds qui doivent faire l'objet d'un permis de feu, pour des raisons de sécurité, il convient à l'exploitant de préciser dans son permis de feu le type de matériel pouvant être utilisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>